

Coûts de production et externalisation dans les administrations publiques

Pour produire les biens et les services publics, les administrations publiques recourent à leurs propres agents et à leur capital ainsi qu'à des prestataires extérieurs. Les coûts de production sont calculés comme étant la part des dépenses publiques consacrée à la production de biens et de services. Si certaines administrations publiques préfèrent externaliser la production de la plupart de ces derniers, d'autres les produisent elles-mêmes. L'externalisation peut intervenir selon deux modalités : soit les administrations publiques achètent des biens et des services afin de s'en servir comme intrants, soit elles rémunèrent une entité privée ou à but non lucratif chargée de fournir directement les biens et services à l'utilisateur final.

En 2013, les coûts de production des biens et services publics représentaient, en moyenne, 21.3 % du PIB. Toutefois, ce pourcentage variait fortement selon les pays de l'OCDE, s'échelonnant entre 32.2 % en Finlande et 12.3 % au Mexique. Entre 2007 et 2013, le montant des coûts de production en pourcentage du PIB a augmenté, en moyenne, de 1.1 p.p. sur l'ensemble de la zone OCDE. Cette hausse s'explique principalement par des augmentations du coût des biens et des services produits par des entités privées et sans but lucratif (+0.7 p.p.). Peu de pays ont vu leurs coûts de production diminuer au cours de cette période. La baisse constatée en Israël (-0.7 p.p.) et en Grèce (-0.1 p.p.) s'explique principalement par un poids moindre du coût des biens et services utilisés et financés par les administrations publiques. En Hongrie (-0.6 p.p.), en Pologne (-0.3 p.p.) et au Portugal (-0.1 p.p.), cette baisse est liée au poids moindre de la rémunération des agents publics. Les coûts de production ont également diminué dans des pays tels que la Grèce, le Portugal et le Royaume-Uni sur la période 2007-2014.

En 2013, la rémunération des agents des administrations publiques représentait, en moyenne, 45.2 % des coûts de production sur l'ensemble des pays de l'OCDE. Venait ensuite l'externalisation (41.9 %), suivie des autres coûts de production (12.9 %). La part des coûts de production consacrée à la rémunération des agents publics variait selon les pays, s'échelonnant entre 74.8 % au Mexique et 27.5 % au Japon. Entre 2013 et 2014, le poids de la rémunération des agents a baissé dans des pays tels que le Portugal, la Slovaquie et l'Irlande (de plus de 1 p.p.), alors qu'il a augmenté ailleurs, et notamment en Grèce et en Hongrie (près de 1 p.p.).

En 2013, l'externalisation par les administrations publiques représentait en moyenne 8.9 % du PIB. Ce pourcentage fluctuait fortement selon les pays de l'OCDE, s'échelonnant entre 17.1 % aux Pays-Bas et 3.0 % au Mexique. Parmi les pays de l'OCDE, ce sont la Belgique, le Japon, l'Allemagne et les Pays-Bas qui ont consacré le plus grand pourcentage de leurs ressources (plus de 60 %) à l'externalisation des biens et services avec une fourniture directe à l'utilisateur par un prestataire extérieur. À l'inverse, le Danemark, Israël et la Suisse ont alloué la majeure partie de leurs dépenses d'externalisation à de la consommation intermédiaire.

Méthodologie et définitions

Le concept et la méthodologie adoptés pour les coûts de production sont basés sur la classification des dépenses publiques du *Système de comptabilité nationale* (SCN). Le cadre du SCN a été révisé, et la majeure partie des pays de l'OCDE ont mis en œuvre en tout ou partie la méthodologie actualisée du SCN 2008 (voir l'annexe A pour un complément d'information).

Dans le détail, les coûts de production des administrations publiques comprennent :

Les coûts liés à la rémunération des agents publics, y compris toute rémunération en espèces ou en nature, plus la totalité des cotisations obligatoires (et imputées) de l'employeur au régime d'assurance sociale et les versements facultatifs pour le compte des agents publics.

Les biens et les services utilisés par les administrations publiques, qui sont la première composante de l'externalisation. Selon le SCN, il s'agit de la consommation intermédiaire (acquisition des produits intermédiaires nécessaires à la production des administrations, par exemple des prestations comptables ou informatiques).

Les biens et les services financés par les administrations publiques, qui sont la seconde composante de l'externalisation. Selon le SCN, cela inclut les transferts sociaux en nature effectués par le truchement de producteurs marchands et payés par les administrations publiques (dont ceux qui sont d'abord réglés par les administrés puis remboursés par les administrations, par exemple les traitements médicaux remboursés par le système public de sécurité sociale).

Les autres coûts de production, qui englobent les composantes restantes de la consommation de capital fixe (dépréciation du capital) et les autres impôts sur la production, moins les autres subventions sur la production.

Les données incluent les emplois publics et la consommation intermédiaire affectés à des activités de production destinées à l'usage propre des administrations. Les coûts de production présentés ici ne sont pas égaux à la valeur de la production indiquée dans le SCN. Les tableaux 2.54, « Évolution des coûts de production en pourcentage du PIB entre 2009 et 2013 (et 2014) », et 2.55, « Composition des dépenses d'externalisation des administrations publiques (2013 et 2014) », sont consultables en ligne (<http://dx.doi.org/10.1787/888933248582>; <http://dx.doi.org/10.1787/888933248593>).

Pour en savoir plus

Blöchliger, H. (2008), « Market Mechanisms in Public Service Provision », Coll. *OECD Economics Department Working Papers*, n° 6, OCDE, Paris, www.oecd.org/ctp/federalism/40693328.pdf.

Notes relatives aux graphiques

Les données relatives à la Chine, à la Colombie et à la Fédération de Russie portent sur 2012 et non 2013.

2.52 et 2.53 : On ne dispose pas de données relatives au Chili et à la Turquie.

2.51 : Les données relatives à la Turquie ne sont pas prises en compte dans la moyenne de l'OCDE faute de certaines séries temporelles. Les données relatives au Chili et à la Chine concernent uniquement la rémunération des salariés (le Chili n'est pas inclus dans la moyenne OCDE). Les données relatives au Chili portent sur 2012 et non 2013.

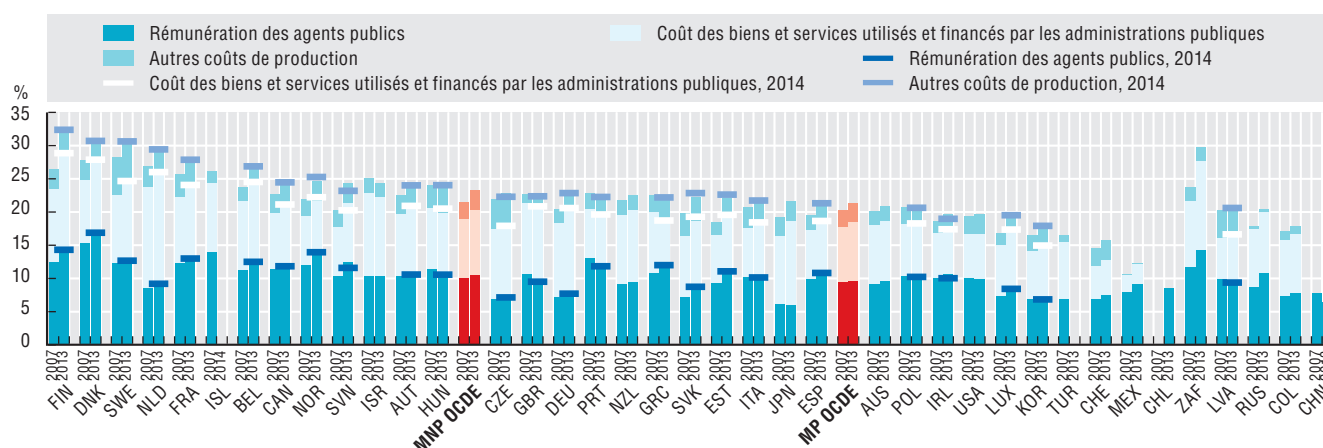
2.53 : Le Canada, les États-Unis, l'Islande, le Mexique, le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud ne présentent pas séparément, dans leur comptabilité nationale, les biens et les services financés par les administrations publiques.

Informations sur les données concernant Israël : <http://dx.doi.org/10.1787/8889332315602>.

2. LES FINANCES ET L'ÉCONOMIE PUBLIQUES

Coûts de production et externalisation dans les administrations publiques

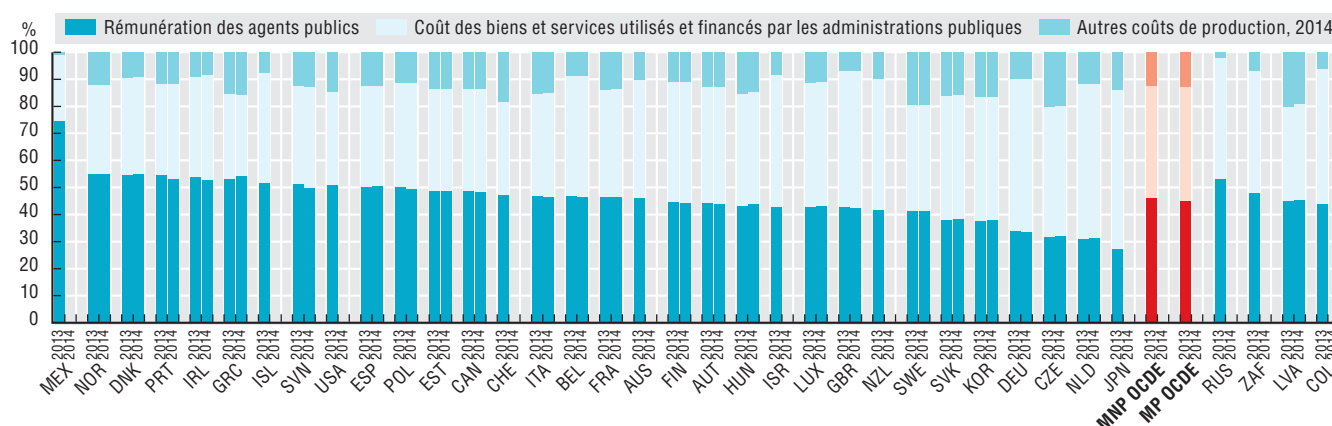
2.51. Coûts de production en pourcentage du PIB (2007, 2013 et 2014)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données relatives à l'Australie sont tirées des statistiques sur les finances publiques et sur les comptes nationaux fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347347>

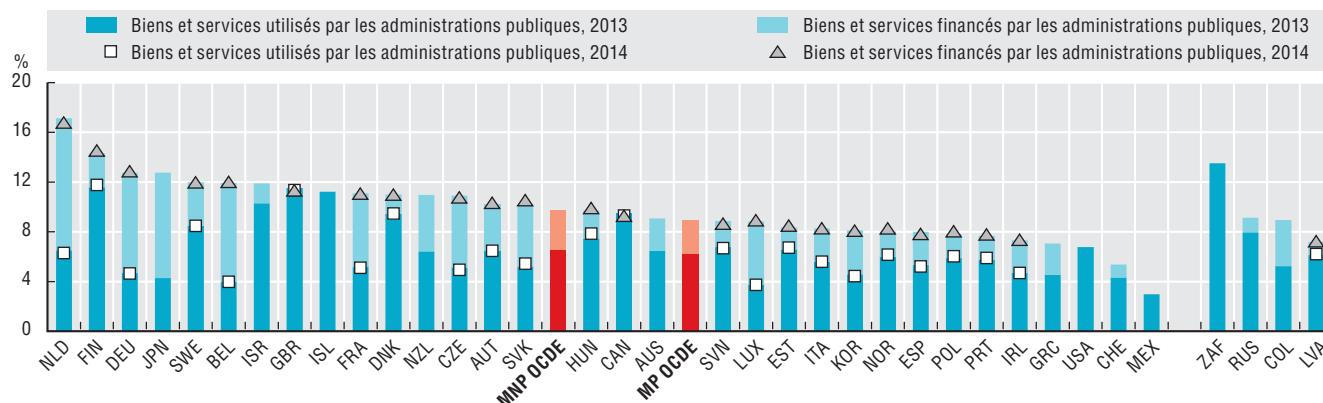
2.52. Composition des coûts de production (2013 et 2014)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données relatives à l'Australie sont tirées des statistiques sur les finances publiques et sur les comptes nationaux fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347350>

2.53. Dépenses d'externalisation des administrations publiques en % du PIB (2013 et 2014)



Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données). Les données relatives à l'Australie sont tirées des statistiques sur les finances publiques et sur les comptes nationaux fournies par le Bureau australien des statistiques.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933347360>



Extrait de :
Government at a Glance 2015

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Coûts de production et externalisation dans les administrations publiques », dans *Government at a Glance 2015*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/gov_glance-2015-21-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.